

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
Opposition Politique Signataire de l'Accord Politique  
du 18 octobre 2016 de la Cité de l'Union Africaine

A Monseigneur le Président de la CENCO  
Centre Interdiocésain de Kinshasa  
A Kinshasa/Gombe

Objet : Compromis politique du 31 décembre 2016  
du Centre Interdiocésain de Kinshasa.

Monseigneur le Président,

Conformément aux rencontres que nous avons eues respectivement le 02, 05 et 06 janvier 2017, pour discuter de la signature du Compromis politique renseigné ci-haut par l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016, il nous paraît opportun de réitérer, par voie épistolaire, le bien-fondé de notre prise de position.

A cet effet, il vous souviendra que nous avons nettement porté à votre connaissance que l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016 a suivi avec intérêt la cérémonie de clôture des discussions politiques dites "directes" initiées par la CENCO ; marquée par la signature du Compromis politique susvisé par une partie des participants.

Il s'ensuit dès lors que, pour l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016, quoique ledit Compromis politique n'ait fait reprendre, en d'autres termes, les acquis essentiels de l'Accord du 18 octobre 2016, la délégation de l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016 ne l'a pas signé pour des raisons ci-après :

1. La crise électorale n'a pas été résolue. Alors que l'Accord du 18 octobre 2016 avait le mérite de proposer un chronogramme précis du processus électoral, ce Compromis politique, par contre, n'apporte aucune précision ni clarté sur les dates. Il renvoie à des horizons incertains ;
2. Le Compromis politique du 31 décembre 2016 du Centre Interdiocésain de Kinshasa s'est focalisé sur des réponses à donner à quelques personnes non au peuple congolais ;

A/R  
Abbé André MUSA  
21/01/2017  
09.01.2017  
Centre SCG/K  
CENCO

Le Compromis politique du 31 décembre 2016 du Centre Interdiocésain de Kinshasa semble être conçu pour l'exclusive satisfaction de la composante Rassemblement dans la gestion des Institutions remaniées ou créées à l'issue de ces dialogues.

La mise à l'écart de l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016 dans les discussions sur la Primature, pourtant déjà acquise à l'Opposition sur base de l'Accord du 18 octobre 2016 et occupée par un membre de ladite Opposition régulièrement nommé. A la rigueur, les discussions sur cette question n'auraient même pas dû concerner la Majorité présidentielle qui par un engagement, urbi et orbi, avait cédé cette charge à l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016.

Par ailleurs, il y a lieu de porter à votre connaissance qu'aucun délégué aux discussions politiques dites "directes" du Centre Interdiocésain n'avait reçu mandat des membres de l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016 de l'engager sans approbation préalable de sa plénière. Ainsi, aucun autre délégué de l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016 ne peut engager ni les délégués aux discussions politiques dites "directes" conduites par la CENCO, moins encore l'Opposition politique au Dialogue.

Toutefois, attachée au dialogue comme seule voie de sortie de crise politique, née du fait de la non tenue des élections dans les délais constitutionnels et légaux, l'Opposition politique signataire de l'Accord du 18 octobre 2016 reste ouverte à toute initiative tendant à trouver une voie de sortie satisfaisante afin de parvenir, une fois pour toute et tous ensemble, à des élections crédibles et apaisées.

Veillez agréer, **Monseigneur le Président**, l'expression de nos sentiments patriotiques.

Fait à Kinshasa, le

**Pour l'Opposition Politique Signataire de l'Accord Politique  
du 18 octobre 2016 de la Cité de l'Union Africaine**

SAMY BADI BANGA - PRÉSIDENT

Azarias Ruberwa,

JOSE MAKILA

Jean-Lucien BUSSA

